



NATIONS UNIES  
 COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE (CEA)

**Bureau pour l'Afrique du Nord (CEA-AN)**

---

*En Coopération avec L'ONUDI*

**Réunion ad hoc d'experts**

Rabat, Maroc, 19-20 novembre 2014

**Développer les chaînes de valeurs régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines**

## Aide mémoire

### 1. Contexte

L'émergence des pays nord africains passe par une transformation importante de leur économie et pose la question des processus devant guider ces changements structurels. Même si certaines économies de la sous-région sont plus diversifiées que d'autres, les performances restent dans l'ensemble trop dépendantes du cours des matières premières ou des aléas climatiques. Les économies nord africaines sont insuffisamment diversifiées et sont en général spécialisées dans des secteurs ou dans des produits peu dynamiques, à faible valeur ajoutée. Par ailleurs, la question du chômage en Afrique du Nord implique la nécessité de créer plusieurs millions d'emplois dans les prochaines années. Or, seule une augmentation significative de la croissance peut permettre de relever ce défi. Ce type d'augmentation (croissance explosive) n'est recensé que dans des expériences de développement de secteurs industriels et des services qui accompagnent ces évolutions, d'où la nécessité d'une transformation structurelle des économies nord africaines. Un des leviers qui a guidé la transformation structurelle de nombreux pays en développement est leur participation croissante au commerce mondial à travers l'exportation de produits de plus en plus diversifiés et sophistiqués.

Les pays d'Afrique du Nord ont bien entamé un effort de diversification de leurs structures dans les années 60 et 70 à travers des stratégies d'import-substitution (Maroc, Tunisie) ou des stratégies d'industrialisation lourde (Algérie, Egypte). Cet effort s'est quelque peu poursuivi dans les années 80 et 90. Les structures économiques de la plupart des pays ont relativement évolué entre le milieu des années 80 et 2007<sup>1</sup>, avec une part plus grande de l'industrie et des services, évolution confirmée par une progression des indices de diversification, notamment pour l'Egypte, la Tunisie et dans une moindre proportion le Maroc. Elle n'a cependant pas modifié de manière notable la part des pays concernés sur le marché mondial de produits manufacturés qui est restée marginale, avec un peu plus de 1% entre 1975 et 2008, là où l'Asie de l'Est est passée de 1,7 à 20%<sup>2</sup>. Ce paradoxe entre le niveau de diversification atteint et celui de l'insertion internationale n'est toutefois qu'apparent. En effet, il faut, d'une part, noter la faiblesse du rythme de diversification par rapport au reste du monde et, d'autre part, souligner que cette diversification qui a porté sur des produits peu dynamiques dans les échanges internationaux et avec un faible niveau d'intégration dans les chaînes de valeurs globales (CVG) le tout avec une concurrence de plus en plus pressante des nouveaux venus sur les marchés traditionnels des pays de la sous-région (Chine, Inde, Turquie notamment).

L'intégration des pays en développement (PED) dans le commerce mondial se fait de plus en plus au travers de leur participation aux chaînes de valeurs globales (CVG). Cependant l'accès à ces CVG implique de nombreux pré-requis, notamment en matière de logistique et d'environnement

<sup>1</sup> CEA-AN, Etude sur les structures en Afrique du Nord (2007).

<sup>2</sup> Libérer le potentiel de l'Afrique du Nord grâce à l'intégration régionale ; BAD ; 2012

institutionnel et légal, qui nécessitent des investissements importants aussi bien au niveau humain que financier et des politiques publiques actives en la matière. De plus, même lorsqu'ils sont intégrés dans les CVG, de nombreux PED restent cantonnés dans les parties à faible valeur ajoutée de ces CVG, du fait des contraintes techniques mais aussi en raison de leur non participation aux dimensions décisionnelles et stratégiques des répartitions des productions au travers des CVG. L'exemple de la filière textile dans certains pays d'Afrique du Nord en est une très bonne illustration. Un moyen de surmonter cette double contrainte pour les pays d'Afrique du Nord est de développer de manière coopérative des chaînes de valeurs régionales (CVR) qui permettront de créer de nouveaux avantages comparatifs dynamiques et de mieux surmonter les contraintes intrinsèques des CVG et d'accélérer la diversification stratégique et la sophistication de leur économie.

En effet, jusqu'aux années 2000, les pays d'Afrique du Nord n'ont pas mis en place des stratégies conséquentes pour organiser et planifier une diversification qui est restée de manière générale le résultat des efforts du secteur privé qui a porté sur les activités intensives en travail. En effet, peu de pays ont accompagné ces efforts de diversification par des politiques publiques actives notamment dans le domaine du financement, de la recherche, de l'accès aux marchés extérieurs ou de l'intégration des chaînes de valeur globales. Par ailleurs, l'avantage compétitif des pays d'Afrique du Nord en matière de coût et de main d'œuvre s'est progressivement érodé avec les mutations sociales et le renforcement du rôle des classes moyennes se traduisant par une hausse du coût de la main d'œuvre. Cet avantage compétitif s'est également affaibli du fait de la libéralisation des échanges internationaux suite à l'avènement de l'OMC et le déplacement progressif du centre de gravité de l'économie mondiale de l'Europe vers l'Asie de l'Est.

## **2. Rationnel : Des nouvelles stratégies pour une intégration dans les chaînes de valeur mondiales**

Dans les années 2000, les pays de l'Afrique du Nord, sensibles à l'importance de l'industrialisation pour le développement de leurs sociétés, se sont inscrits dans des processus de modernisation industrielle avec différents niveaux. Plusieurs pays de la région ont développé des instruments de politiques qui incluent l'élaboration de stratégies industrielles multisectorielles à moyen et long terme, ainsi que l'établissement de Zones Economiques Spéciales. Les différentes stratégies nationales ont eu pour objectif d'inscrire les pays de la région dans les processus de production industrielle mondiale et de profiter des chaînes de valeurs internationales.

Cependant, cette approche essentiellement nationale reste contrainte par la taille des économies de la région et par leur faible capacité à intégrer les segments les plus profitables des CVG. Elle ignore également la dimension territoriale du développement et n'exploite que faiblement les potentiels qui existent au travers d'une approche intégrée du développement dans l'espace nord africain.

En effet, le faible niveau d'intégration commerciale de l'Afrique du Nord, couplé au développement relativement conséquent de ses infrastructures, laisse présager un potentiel important de développement de CVR.

Dès lors, il est nécessaire de mieux sérier les différents aspects de la problématique des CVR en Afrique du Nord afin d'établir une stratégie concrète pour le développement de CVR en Afrique du Nord et également entre l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, voisin immédiat de la sous-région. De nombreux enseignements pourraient être exploités à partir d'autres expériences régionales, sur le continent ou ailleurs dans le monde.

Une table ronde des experts a été organisée par le bureau de l'Afrique du Nord de la CEA à Rabat, Maroc, le 4 Mars 2014, pour faciliter l'échange des expériences autour de la question du développement des CVR en Afrique du Nord afin d'aider à l'accélération de la diversification et la sophistication du processus de production, et à l'amélioration de leur intégration dans les CVG. Un diagnostic clair de la région a été élaboré et a démontré ce qui suit:

- l'industrialisation est centrale pour engendrer une transformation structurelle effective en Afrique du Nord ;
- les pays de la région ne participent que faiblement au commerce mondial, qu'ils connaissent un déficit structurel croissant expliqué en grande partie par la faiblesse de la diversification de leur appareil productif et qu'ils font face à de nombreux défis nécessitant une croissance plus forte, durable et inclusive ;

- la participation des pays au commerce mondial se fait de plus en plus au travers de leur participation aux chaînes de valeurs globales (CVG) et que l'accès à ces CVG implique de nombreux pré-requis, notamment en matière de logistique et d'environnement institutionnel et légal, qui nécessitent des investissements importants aussi bien au niveau humain que financier et des politiques publiques actives en la matière ;
- la part des échanges régionaux ne représente que 4.8% des échanges globaux de l'Afrique du Nord et que la part des produits manufacturés dans ces échanges a tendance à baisser ;
- le développement de chaînes de valeurs régionales et l'augmentation des échanges intra-régionaux peut être un levier important pour répondre à ces défis en :
  - Accélération la diversification et la sophistication des économies ;
  - Favorisant la création de nouveaux avantages comparatifs dynamiques ;
  - Facilitant la participation aux CVG dans des segments à plus forte valeur ajoutée

Après les présentations et discussions, un certain nombre de recommandations et de directives ont été faites par les experts des États membres, ce qui a permis une bonne formulation des termes de référence de l'étude. Les recommandations les plus importantes sont:

D'identifier les secteurs porteurs en matière de CVR en procédant à un « mapping » des atouts et avantages comparatifs de chaque pays de la sous-region et en identifiant les leviers à actionner et les contraintes à surmonter afin d'enclencher une coopération régionale effective ;

D'adopter une approche systématique qui établisse des priorités entre les différentes chaînes de valeurs, identifie les différents acteurs et leurs liens et interactions ; analyse les capacités technologiques et performances économiques et formule une stratégie de mise à niveau des chaînes sélectionnées tout en considérant les aspects réglementaires et institutionnels ;

De développer les partenariats entre la CEA et d'autres organisations internationales et régionales afin d'améliorer la disponibilité de l'information statistique et de permettre la coordination des efforts menés en terme de création et de gestion de savoir et de conceptualisation de programmes/projets.

Dans ce contexte et sur la base de son cadre du programme de travail 2014-2015, le Bureau de l'Afrique du Nord de la CEA envisage une étude détaillée sur le thème «développer les chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines», dont les résultats seront présentés à une réunion du groupe d'experts sur le sujet au cours de 2014. Une recherche d'une telle importance exige des données et informations précises des États membres qui sont appelés à mettre en œuvre et suivre les résultats de l'étude. Les résultats de cette étude permettront l'organisation d'un atelier régional qui se tiendra la deuxième moitié de l'année 2014.

### 3. Objectifs

L'objectif global de l'EGM est de valider le rapport de l'étude sur «Développer les chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines ».

Plus spécifiquement, la réunion sera consacrée à :

- Une discussion du rapport de l'étude, au cours de laquelle des informations complémentaires seront fournies par les experts des États membres et des institutions régionales, y compris le partage des meilleures pratiques;
- Aux commentaires et la validation des résultats du rapport au niveau national et régional par les participants, et établir des priorités concernant les CVR potentielles mises en évidence dans les résultats de l'étude.

### 4. Résultats attendus

Les résultats attendus sont:

L'élaboration d'un plan concret pour la mise en œuvre et le suivi des actions à prendre par les différentes parties prenantes, notamment les pays, les orientations de la politique sur le développement de chaînes de valeur régionales pour accélérer la diversification et la sophistication des économies nord africaines ainsi que des documents techniques importants et des cadres pour améliorer leur renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine de la RVC;

- La validation du projet de rapport de l'étude qui sera présentée à la réunion ad hoc d'experts;
- La validation du projet de rapport par la réunion ad hoc d'experts avec des recommandations spécifiques;
- Le développement du cadre de suivi et d'évaluation.

## 5. Participation

La réunion est organisée par le bureau de la CEA-AN, en coopération avec l'ONUDI, et connaîtra la participation des experts de tous les pays d'Afrique du Nord, de l'UMA, et d'autres organisations intergouvernementales compétentes. Seront également présents des représentants de la société civile et le secteur privé, ainsi que des partenaires institutionnels tels que la BAD, l'IRU et l'OMC.

Les participants des Etats membres seront de hauts fonctionnaires et des experts des ministères en charge de l'industrialisation, du commerce, des affaires étrangères et de la coopération internationale, de la planification et du développement économique, des finances et des infrastructures, et d'autres ministères sectoriels compétents.

## 6. Format de la réunion

La réunion est programmée pour deux jours. La première journée sera consacrée à des présentations et des discussions sur les résultats du rapport de l'étude. Les présentations comprendront le partage d'expériences et de meilleures pratiques d'autres régions en dehors de l'Afrique. Le deuxième jour sera consacré à des sessions parallèles afin de discuter sur le projet de cadre de renforcement de capacité institutionnelle des pays dans le domaine de la CVR et du suivi et l'évaluation.

## 7. Dates et lieu de la réunion

La réunion se tiendra à Rabat (Maroc), Hôtel de la Tour Hassan, du 19 au 20 novembre 2014.

## 8. Langue de travail

La réunion se tiendra en français et en anglais.

## 9. Documentation

La documentation de la réunion comprend le document de travail élaboré par le Bureau et les communications des participants.

## 10. Contactes

### *Coordination de la réunion:*

M. Nassim Oulmane  
 Chef du Centre sous-régional des  
 données  
 E-mail : [oulmane@uneca.org](mailto:oulmane@uneca.org)

M. Isidore Kahoui  
 Economiste  
 E-mail : [ikahoui@uneca.org](mailto:ikahoui@uneca.org)

### *Documentation :*

M. Mohammed Mosseddek  
 Assistant de recherche/ Chargé de la  
 documentation  
 E-mail : [mmosseddek@uneca.org](mailto:mmosseddek@uneca.org)

### *Secrétariat:*

Mme. Naima Sahraoui  
 Senior Staff Assistant  
 E-mail : [nsahraoui@uneca.org](mailto:nsahraoui@uneca.org)

Commission économique des Nations Unies  
 pour l'Afrique  
 Bureau pour l'Afrique du Nord  
 B.P. 2062, Rabat Ryad (Maroc)  
 Tél. (+212) 537 71 56 13 / 537 71 78 29  
 Fax (+212) 537 71 27 02  
 E-mail : [srdc-na@uneca.org](mailto:srdc-na@uneca.org)